



HAL
open science

Violences Urbaines. Angleterre, Belgique et Espagne : un état des lieux

William Genieys

► **To cite this version:**

William Genieys. Violences Urbaines. Angleterre, Belgique et Espagne : un état des lieux : Bilan de connaissance sur les violences urbaines en Espagne. Cahiers de l'IHESI, 2000, pp.147-160. hal-01405052

HAL Id: hal-01405052

<https://hal.science/hal-01405052>

Submitted on 29 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

IHESI

Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure

**« BILAN DE CONNAISSANCE SUR LES VIOLENCES URBAINES
EN ESPAGNE »**

Par William Genieys

Chargé de recherche au *CNRS* (CEPEL)

Centre comparatif d'études sur les politiques publiques et les espaces locaux

UMR — CEPEL — CNRS

Université de Montpellier I

Introduction

La réalisation de ce bilan de connaissance consiste à faire état de la bibliographie sociologique, historique et politologique sur la « question des violences urbaines en Espagne ». Ces phénomènes doivent être appréhendés autour de la série d'interrogations suivante : l'histoire de la montée des « violences urbaines » et le sens qu'on lui donne en Espagne ; l'appréciation qualitative et quantitative de ces phénomènes et la répartition géographique sur le territoire espagnol ; une analyse critique de la production de statistiques policières par exemple, les réponses publiques organisées (police, justice, acteurs sociaux) : spécificité ruptures, innovations institutionnelles et enfin une évaluation critique des dispositifs mis en oeuvre. Selon les termes du mandat, le bilan doit s'efforcer de synthétiser ces éléments afin de dégager des idées centrales sur différentes dimensions des phénomènes de violence urbaine depuis une vingtaine d'années dans la péninsule ibérique¹. Cependant, il me semble qu'au regard de ma connaissance du terrain, un tel questionnement ne peut être mené à bien que si l'on intègre les questions du changement de régimes et les dynamiques que cela induit sur le politique mais aussi dans les politiques². En effet, une interrogation sur la violence urbaine au Pays basque espagnol ne peut pas aujourd'hui se comprendre sans la prise en compte d'un héritage du passé tant du point de vue des pratiques mobilisées que des

¹ Je me permet de rappeler que le présent travail n'a pu être réalisé sans l'aide de Silvia Planet et du centre de documentation, le CEDOCPOL, de l'Ecole de Police de Catalogne, qui nous ont permis de récupérer les éléments bibliographiques nécessaires pour la réalisation de ce bilan de connaissances. Par ailleurs, nous avons réalisé avec Philippe Maffre un entretien avec le directeur de l'Ecole de Police, qui nous a permis de saisir la spécificité de l'Espagne sur les domaines de recherches dont il est question ici (le 29/06/1999). Je remercie aussi Marie-Claude Hérédia la bibliothécaire du CEPPEL pour ces relectures toujours précieuses.

² W. Genieys, *Les élites face à l'Etat. Changements de régimes politiques et dynamiques centre-périphéries*, Paris, L'Harmattan, 1997.

effets politico-sociaux recherchés. De même, les réponses apportées à travers les dispositifs de prévention et de répression de ce type de manifestation troublant l'ordre s'inscrivent dans la configuration particulière de la consolidation des institutions politiques de la jeune démocratie espagnole.

1. Violence(s) urbaine(s) : entre le pluriel et l'imparfait.

1.1. Les limites du « mimétisme » : la violence urbaine n'existe pas ?

Avant d'entrer plus précisément dans la discussion sur le fond de la problématique des violences urbaines, il est nécessaire d'effectuer une précaution méthodologique qui n'est pas sans importance pour bien comprendre la suite de notre réflexion. La notion de violence urbaine n'a pas de sens pratique pour les chercheurs en sciences sociales espagnols qui s'interrogent plus généralement à un questionnement sur la violence politique (terrorisme etc.). Partant de ce constat nous avons trouvé les balbutiements d'une réflexion sur la thématique de la « *violencia urbana* » dans les revues professionnelles spécialisées dont la dominante normative pose problème lorsqu'on souhaite y poser un regard sociologique³. Précisons aussi que cette introduction dans la littérature spécialisée est très récente⁴. Auparavant, la littérature de type professionnel s'intéressant à l'aspect sécuritaire dans la société espagnole privilégiait une réflexion sur la thématique de la « *delincuencia urbana* » (délinquance urbaine)⁵. Ce constat nous amène à nous interroger sur les raisons récentes de l'introduction de la notion de violence urbaine dans ce champ spécifique. Autrement dit d'où vient elle ? A quelle réalité sociale renvoie -elle ? Dans quelle mesure est-elle ou bien n'est elle pas opératoire ? Une première intuition consiste à avancer l'hypothèse

³ On cite pour exemple les revues suivantes : *Estudios de Ciencia Policial ; Prevencio. Quadern d'estudis i documentacio*, et enfin la dernière créée où l'on trouve un effort de « scientificité » dans les contributions proposées : *Revista Catalana de Seguretat Publica*. On peut déjà remarquer à ce propos que la Catalogne semble être une communauté autonome particulièrement bien positionnée en Espagne sur ce domaine de réflexion. On trouvera dans notre bibliographie exhaustive en fin de document les références recensées sur la question.

⁴ En fait, nous avons recensé deux publications qui font explicitement référence à la thématique de la violence urbaine : A. Pérez Arévalo, « La prevencion general del delito y de la violencia urbana », *Estudios de Ciencia Policial*, sept.-oct. 1996, pp. 41-74 et A. Camara Arias, « Nuevos radicalismos violentos », *Estudios de Ciencia Policial* n°43, jul.-agus. 1998, pp. 57-68.

⁵ cf., *Repuesta a una encuesta de PREVENCIO*, « Seis ayuntamientos opinan sobre la delincuencia urbana », *PREVENCIO*, n°6 sept. 1991, pp. 41-44.

selon laquelle le concept a été introduit dans le débat en Espagne au terme de ce que l'on pourrait qualifier comme un phénomène d'importation. Il va de soi qu'aujourd'hui les acteurs espagnol intervenant dans les politiques relevant du secteur de la sécurité publique sont en réseaux au moins au niveau européen avec leurs homologues français, anglo-saxons, italiens ou encore allemands. Partant de là les thématiques discutées dans un pays se diffusent plus ou moins rapidement chez les voisins. L'entretien que nous avons réalisé avec le directeur de l'Ecole de Police catalane répond partiellement à cette question : « *(la violence urbaine) elle est très peu développée en Espagne. C'est une problématique propre à la France, elle est introduite un peu par mimétisme car l'Espagne cherche souvent sa voie en s'inspirant alternativement (et non exclusivement) des modèles français et/ou anglo-saxons. Je dois préciser que nous avons pas le même problème de voitures brûlées dans les banlieues comme en France. Nous n'avons pas le même problème de minorité ethnique. Avec l'Amérique latine le métissage est évident ...* »⁶. On pourrait bien entendu discuter sur le fond de certaines de ces affirmations, et montrer du moins que ce phénomène est plus ou moins émergent même si l'Espagne est en train de découvrir avec, certes un peu de retard, les problèmes d'intégration lié à l'immigration⁷. Dès lors, il convient de voir dans quel terme le débat sur la violence urbaine a été formalisé très récemment en Espagne dans la littérature spécialisée.

Comme nous l'avons mentionné précédemment nous avons découvert dans un article d'une revue spécialisée sous la forme d'une discussion qui faisait le point sur la prévention générale du délit et de la violence urbaine en Espagne⁸. Le texte dont il est question traite de façon générale des problèmes de prévention au regard des types de violence rencontrés aujourd'hui dans la société espagnole en reconnaissant d'entrée de jeu : « Si l'on sait bien qu'il n'existe pas de prévention spéciale pour chaque type de délinquance, on se doit de préciser quel type de délinquance doit faire l'objet d'un traitement spécial » et l'auteur ajoute dans la foulée : « Ce n'est pas facile de construire de façon précise le concept de *violence urbaine*⁹ qui est avancé dans certains Etat de

⁶ Entretien A. Recanses y Brunet, dir. Ecole de Police Catalane, le 29/06/1999.

⁷ On renvoie le lecteur au numéro thématique de la revue POLE SUD consacré aux : « Enjeux migratoires en Europe du Sud », *Pôle Sud*, n°11 novembre 1999.

⁸ J. A. Pérez Arevalo, « La prevencion general del delito y de la violencia urbana », *Estudios de Ciencia Policial* sept.-oct. n°38, 1996, pp. 41-50.

⁹ Les italiques sont de notre propre fait car dans la version espagnole ce sont les guillemets qui sont utilisés pour souligner les problèmes de définition propres à ce concept importé.

l'Union Européenne »¹⁰. Par la suite José Antonio Pérez Arévalo s'essaye à dresser le contour d'une possible définition de la violence urbaine : « la violence urbaine réside dans tout acte de violence commis contre une personne; les biens ou les symboles des institutions, par un groupe généralement jeune, organisé ou non, commis sur un territoire concret, dans une forme spontanée ou concertée ». Dans son commentaire l'auteur remarque que « certains préfèrent mettre en relation le terme de violence urbaine avec la typologie délictuelle conceptualisée comme un synonyme de *petit délit*, ou la dimension criminelle est minorée au profit de la fréquence et de la répercussion sociale, créant ainsi chez le citoyen un sentiment réel ou psychologique de peur généralisée ou de sensation d'insécurité collective ». L'auteur conclut ensuite que la typologie générique de « petit délit » a l'avantage d'être facile à concrétiser dans une terminologie technique-juridique précise. Le texte par la suite très normatif n'aborde plus la question. En revenant sur le contenu de cette définition, on observe que la généralité à laquelle elle renvoie en parlant de tout « acte de violence » sur tous les objets possibles (personne, biens, symboles) émanant de « groupes de jeunes » qui situe leur action sur un territoire donné, correspond à bien des égards à celle que l'on avance en France¹¹. Mais elle peut aussi servir à qualifier d'autres phénomènes de violence. L'exemple le plus singulier est celui du Pays basque où l'on assiste au harcèlement des forces de sécurité par des groupes de jeunes liés à l'E.T.A. (*Borroka*). Ce type de violence en milieu urbain n'a pas le même sens que la violence urbaine à la française et surtout elle ne débouche pas sur le même type de traitement en matière de politique (au sens de *politics*). En Espagne, le traitement social et politique de cette forme de mobilisation certes cantonné au Pays basque, s'est traduit par le développement d'une problématisation générale autour de la question de la violence politique. Ce type de pratique est lié à l'évolution de la configuration politique et institutionnelle du régime politique espagnol¹². En outre, ce texte confirme notre hypothèse sur la diffusion via les réseaux et les interconnexions actuelles entre sur les formes de violences dans les sociétés occidentales, mais nous y voyons aussi ses limites, du moins au jour d'aujourd'hui, quant la société historique¹³ dont il est question est confrontée à une

¹⁰ *ibid.*, p. 45.

¹¹ Voir les travaux généraux de Ch. Bachman, N. Le Guennec, *Violences urbaines*, Paris, Albin Michel, 1997 ; et M. Wieviorka, *Violence en France*, Paris, Seuil, 1999.

¹² W. Genieys, « Les élites périphériques espagnoles face au changement de régime », *Revue française de science politique*, vol. 46, n°4 août 1996, pp. 650-680.

¹³ La terminologie est de Dominique Schnapper. Elle propose d'inscrire la compréhension des conduites des individus dans une analyse plus large et plus historique des sociétés. Dans notre étude particulière

réalité sociale légèrement différente. Cela nous incite à affiner notre hypothèse de départ en interrogeant notre objet à deux niveaux : le premier consistera à admettre que les conditions sociétales en Espagne renvoient à une réalité sociologique radicalement différente de celle que connaît la France ? La seconde plus analytique nous renvoie à une interrogation en retour sur les limites « à l'exportation » d'un concept comme celui de la violence urbaine comme singularité française ?

1.2. *Effet de retour : la violence urbaine est forcément plurielle !*

Avant de répondre plus précisément à ces questions, il convient de s'interroger en retour sur la façon dont la violence urbaine se définit en France. Il est clair qu'en France la notion commence déjà à être fortement ancrée dans la littérature professionnelle¹⁴ mais aussi chez certains sociologues spécialistes de ces questions. Il ressort que ce concept a été mobilisé en grande partie pour qualifier la détérioration du climat social des grands ensembles urbains français. La problématique du devenir de l'urbain et de la ville y est fortement liée. Toutefois, on peut dire qu'aujourd'hui cette notion ne fait pas l'unanimité dans la communauté scientifique ; certains y voient un simple effet de « construction médiatique »¹⁵ alors que d'autres insistent sur la forme plurielle des violences urbaines. Dans une tentative de « recherche de sens » sur la violence urbaine en France et aux U.S.A, Sophie Body-Gendrot dresse l'ébauche de ce qui est désigné par le présent concept¹⁶. La sociologue pose d'emblée les limites de son propos dans les termes suivants : « Parler de violence urbaine apparaît comme une tâche utopique sinon impossible. On ne sait pas comment définir la violence sinon par la démonstration que l'on tente de mener, le terme est polysémique et les outils soumis

cela reviendrait à dire que la société espagnole ne connaît un type violence urbaine dans la forme ou il se développe en France aujourd'hui, cf., D. Schnapper, *La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*, Paris, PUF, 1999, p. 5.

¹⁴ La vision policière de la violence urbaine s'est développée à partir de l'observation empirique dans les années 1990 de l'évolution de certaines « banlieues à risque ». Ainsi, c'est dégagée à partir de juin 1991 grâce à une étude nationale sur 800 quartiers perçus localement comme « sensibles » une analyse des risques d'émeutes à l'échelle de la violence urbaine. L'échelle « Bui Trong » doit permettre de mesurer l'intensité de cette violence. cf., L. Bui Trong, « Les violences urbaines à l'échelle des renseignements généraux. Un état des lieux pour 1998 », *Les Cahiers de la Sécurité intérieure*, n° 33, trimestre, 1998, pp. 215-224.

¹⁵ P. Champagne, « La construction médiatique des malaises sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°90 décembre 1991, pp. 64-75.

¹⁶ S. Body-Gendrot, « Violence urbaine : recherche de sens (France et U.S.A) », *Lignes*, n°25 mai 1995, pp. 70-86.

aux champs disciplinaires qui en bornent l'usage. Que désigne-t-on par violence urbaine, objet de notre propos ? La stigmatisation de populations et d'espaces dits dangereux dans la ville n'a-t-elle pas toujours existé ? Sommes-nous alors dans la continuité historique ou dans la rupture ? Et si la seconde hypothèse est avérée, qu'y a-t-il de véritablement nouveau dans les phénomènes de violence et de désordres urbains tels qu'ils se présentent aujourd'hui dans nos pays développés ? »¹⁷. L'auteur souligne d'une part la polysémie de la notion et d'autre part les usages socio-politiques ou encore disciplinaires qui peuvent en être faits. Elle précise ensuite les limites de son propos sur l'opérationalité limitée du concept de violence urbaine : « la violence est le produit d'une histoire et elle ne s'exprime pas de la même manière d'un lieu à l'autre. Toute ville, tout quartier en raison de son passé, de sa situation économique, de sa démographie et d'autres dynamiques requièrent un traitement spécifique ». En soulignant la pluralité des formes de violences en milieu urbain, l'auteur met l'accent sur historicité du processus. Dans cette perspective, il va de soi qu'en Espagne le poids de l'histoire se traduit par la formation d'un type de violence politique à dominante terroriste qui empêche de rendre saillant (*salient issues*) d'autres pratiques de la violence. Par contre en France, la représentation de la violence urbaine se construit tout d'abord sur le paradoxe de l'insécurité et sur le procès d'un urbanisme déshumanisé. Sur ce dernier point une remarque s'impose. L'urbanisation est au moins aussi « déshumanisé » de l'autre côté des Pyrénées et pourtant ses effets ne semblent pas a priori être les mêmes en matière de violence. En effet, la politique d'urbanisation est un modèle du genre tant autour des grandes villes comme Madrid, Barcelone ou encore Bilbao mais aussi sur le littoral. De ce point de vue là essayer d'expliquer ce phénomène à partir de l'isolement territorial et de l'urbanisation de la ville nous paraît quelque peu limité car dans ce cas de figure l'Espagne devrait figurée en bonne position dans le palmarès de la violence urbaine. Dès lors la violence urbaine relève-t-elle plutôt d'une question sociale ou plutôt d'une question urbaine ?

Il est difficile de trancher le débat tant dans la réalité empirique le social et le spatial sont inextricablement liés. D'autres auteurs interprètent les violences urbaines comme le résultat d'une contrainte externe englobant tout *de go*, la crise économique,

¹⁷ *ibid.*, p. 70.

les phénomènes de dérégulation ou encore la crise de l'Etat au niveau du local¹⁸. Partant de ce constat global mais en interprétant de façon personnelle la violence des « banlieues » françaises, Sophie Body-Gendrot propose une interprétation stimulante du phénomène comme celle qui relève d'une culture de l'émeute comme logique d'intimidation en prélude à toute négociation¹⁹. La sociologue insiste sur le fait que « dans les banlieues la violence est un moyen rapide d'entrer dans les jeux politiques, de s'imposer comme un acteur, d'adresser un message, d'influencer un système qui tend à éliminer les conflits et à imposer la loi et l'ordre. Les jeunes savent que les voitures brûlées, les rixes avec la police attirent mieux l'attention sur eux que tous les rapports d'experts de la terre. Ils veulent plus que des gymnases, des lycées professionnels ou des maisons de jeunes pour avoir leur chance de s'intégrer dans la société »²⁰. L'auteur souligne le rôle des médias qui la politisation du phénomène. Or, les autorités publiques sensibilisées au traitement médiatique des conflits urbains promettent des procédures d'urgence qui sont rarement mises en oeuvre et qui entretiennent par voie de conséquence les frustrations et les conditions de reproduction de ce type de désordre. Dans cette perspective, le processus de politisation du problème des banlieues via la violence urbaine relève d'un répertoire de mobilisation politique que l'on peut retrouver en Espagne. Il convient toutefois de distinguer dans le cas espagnol ce qui relève de la « délinquance urbaine » (vols, trafic de stupéfiants, etc.) traité par des politiques de prévention et de répression classiques de ce qui relève de la violence attribuée au terrorisme. Sur ce deuxième point la différence semble porter tant sur la qualification du problème qu'à travers les modalités pratiques de son expression. En effet, la violence terroriste est considérée *a priori* par l'Etat espagnol comme relevant d'un registre politique (le séparatisme, l'indépendantisme, etc.) et les réponses qui y sont apportés sont avant tout politiques (plus d'autonomie, statut et résidence des prisonniers politiques, etc.). Certains sociologues espagnols montrent que cette violence est

¹⁸ Voir à ce propos l'étude faite par Jean-Paul Grémy sur les conditions de production de la violence urbaine dans certains quartiers sensibles en France, cf., J. P. Gremy, *Les violences urbaines*, Paris, IHESI (Etudes et recherches), 1996.

¹⁹ Cette sociologue démontre dans certains de ses travaux que parmi les formes de violence urbaine telle que la recherche de bagarres par les délinquants endurcis, la conduite des individus asociaux, les dérapages des 8-12 ans, les quêtes d'identité et de reconnaissance débouchant sur un durcissement des particularismes et pouvant donner lieu à des conflits inter-ethniques, la violence domestique et celle qu'exerce les toxicomanes sur les proches et leur quartier, traduit bien souvent une forme de politisation de la violence à des fins instrumentales. Celle-ci visant alors à mettre en scène des griefs et à construire une cause afin de contraindre les autorités à réagir, cf., S. Body-Gendrot, « Violence urbaine : recherche de sens (France et U.S.A.) », (op.-cit., p. 79).

²⁰ *ibid.*, p. 80.

quasiment devenue une partie intégrante de la culture politique au Pays basque²¹. Il ressort au total que la notion de violence urbaine est en France relativisée quelque peu. Son opérationnalité sans être vraiment remise en cause est cependant suspendu aux critiques et aux précautions avancées par certains spécialistes. Partant de là son « importation » en Espagne est doublement problématique car elle repose d'une part sur une pluralité de situations locales voire territorialisées ayant souvent leurs propres logiques et d'autre part sur le poids d'une histoire globale de la violence sociétale en milieu urbain. De ce point de vue là, l'Espagne à l'instar de la France a connu la violence urbaine de façon précoce même si aujourd'hui le problème n'est plus posé en ces termes.

2. Un rappel socio-historique sur la violence politique dans la société espagnole.

Un regard socio-historique rapide sur les formes de violences urbaines en Espagne nous amène à poser comme postulat la pluralité territoriale de ce type de mobilisation. Rappelons au passage que la violence dans sa forme la plus variée est très présente dans ce pays qui l'a connu successivement à travers les guerres carlistes (dominante rurale), le développement du mouvement anarchiste (milieu urbain), la guerre civile (1936-39). La réponse politique à cette singularité de la société espagnole est l'institutionnalisation quasi structurelle de régimes autoritaires²². Dès lors, il est nécessaire de revenir d'une part sur les conditions socio-historiques de la production de la violence politique en Espagne et d'autre part sur les modalités d'institutionnalisation de la violence politique dans l'Espagne du XXème siècle.

2.1. Les conditions de l'émergence d'une forme différenciée de violence.

Bien entendu, s'il ne s'agit pas de développer tous les aspects d'une contingence historique permettant de comprendre pourquoi aujourd'hui une problématisation de la violence urbaine en Espagne est quasiment inexistante. Dans une contribution intéressante, un spécialiste espagnol Julio Arostegui revient sur les conditions de

²¹ F. J. Llera, *Los vascos y la política*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1994.

²² W. Genieys, *Las élites españolas face à l'Etat*, (op.-cit.).

l'historicité de la violence politique dans ce pays²³. Il s'agit pour l'auteur de souligner les déterminants socio-politiques les plus significatifs dans le processus de production d'une violence politique quasiment endémique. Le premier trait le plus caractéristique de cette situation est que l'Espagne a connu lors du XIXe et du XXe siècle « trois guerres civiles d'identité » (« *tres guerras civiles de entidad* ») — 1833, 1872, 1936 — et bon nombre de conflits armés localisés²⁴. Le terrorisme est un phénomène constant dans la vie politique espagnole moderne. Les phénomènes d'insurrection armée (*pronunciamento*) et la répression qu'ils induisent sont courants. Pour la plupart des observateurs, cette situation politique particulière s'explique par la difficulté à construire un Etat doté d'une capacité d'action efficace, légitime et non répressif²⁵. La gestion par l'Etat de la modernisation société espagnole au XIXe siècle se traduit par la formation de conflits qui se pérennisent tant en milieu rural qu'en milieu urbain. L'anarchisme y trouve un substrat social particulièrement propice. Le développement tardif de nationalismes périphériques ne fait que renforcer ce phénomène. Tout se passe comme si d'un côté on assiste au développement d'un Etat qui trouve dans l'autoritarisme un moyen politique pour s'institutionnaliser et de l'autre côté une société civile qui trouve comme unique moyen d'expression la violence politique dans ses formes les plus radicales. Cette pratique de la violence politique est une constante contemporaine qu'il convient de mieux cerner afin de comprendre pourquoi la violence urbaine n'est pas considérée aujourd'hui en Espagne comme un phénomène social émergent et dominant par les pouvoirs publics et dans les sciences sociales.

2.2. Les séquences historiques de la violence politique.

Il convient dès lors de revenir sur les quatre grands cycles de développement de la violence en Espagne au XXème siècle. Une approche à partir du prisme de l'analyse du substrat sociale de la violence autorise le découpage suivant : le premier s'étend de la fin du XIXème, les années quatre-vingt jusqu'à la grande crise de 1917 ; le second, de la

²³ L'auteur en guise de préalable rappelle que ce champ d'étude est peu couvert en Espagne et qu'il vient de faire l'objet d'un développement récent lors de la transition démocratique. Toutefois certains intellectuels espagnols comme Ortega y Gasset ont consacré de nombreux écrits à la question, cf., J. Arostégui, « La especificacion de lo generico : la violencia politica en perspectiva historica », *SISTEMA*, n°132-133 junio 1996, pp. 9-40.

²⁴ *ibid.*, p. 31.

²⁵ Nous avons montré dans notre analyse du rôle des élites espagnoles dans la formation d'un Etat moderne que l'armée s'impose comme le pilier d'un ordre politique en quête de légitimité, cf., W. Genieys, *Les élites espagnoles face à l'Etat*, (op.- cit., pp. 87 et s.)

fin de cette crise à la fin de la guerre civile en 1936-1939 ; le troisième correspond à la séquence historique du régime franquiste (1939-1975) ; et le dernier renvoie à la transition démocratique et au développement de l'Espagne démocratique²⁶.

— 1890-1917 : « la rébellion des classes subordonnées ».

De nombreux travaux ont montré que les origines de la violence politique en Espagne remontent à la fin du XIX^{ème} siècle avec la rébellion des classes dominées. Dans cette perspective, la violence collective se traduit par l'apparition sur la scène historique espagnole d'une contestation explicite de l'ordre social instauré par le régime de la Restauration les classes sociales les plus pauvres. Cette forme de contestation s'inscrit aussi dans une forte opposition entre le rural et l'urbain. La ville est perçue comme la seule bénéficiaire des avantages imputables au développement. L'anarchisme rural en Andalousie est le premier fait marquant de la violence politique espagnole²⁷. Ce phénomène s'étend au milieu urbain en 1909 avec la « semaine tragique » à Barcelone, où l'insurrection populaire, antimilitariste et anticléricale transforme la ville en champ de bataille pendant six jours. On trouve ici les germes d'une nouvelle forme d'action collective où la violence politique se traduit par une action planifiée de la terreur en milieu urbain.

— 1918-1939 : « la répression des classes laborieuses ».

Le développement d'une violence politique porté par les classes sociales dominées va de pair avec l'introduction de cycles de répression. Ainsi, l'intervention de l'armée dans le jeu politique est quasiment institutionnalisé en tant que réponse à la violence politique. L'instauration de la dictature du général Primo de Rivera et celle d'un général Franco relève en grande partie de cette logique. Le point culminant de cette période est atteint sous la II^{ème} République où l'ordre politique est confronté d'une part à la violence des conflits sociaux qui oppose les bourgeoisies aux classes dominées et d'autre part au nationalismes périphériques catalan et basque qui se surajoutent (au sens de *overlap*). C'est sur ces multiples lignes de clivages que la violence politique constitue son creuset. Le cycle rébellion-répression dégénère assez rapidement dans une

²⁶ J. Arostégui, « La especificacion de lo generico : la violencia politica en perspectiva historica », (op.-cit., pp. 34 à 39).

²⁷ Il s'agit principalement du phénomène de la « main noire » (*Mano Negra*) qui se traduit par de nombreux assassinats dont on a du mal à identifier les exécutants, cf., R. Nuñez Florencio, *El terrorismo anarquista (1888-1909)*, Madrid, Siglo XXI, 1986.

forme dépassant la violence politique : la guerre civile. Ainsi, la contestation continue via la violence politique de l'ordre social libéral-oligarchique rend problématique l'instauration d'un régime politique pluraliste. Dans ce contexte politique singulier l'institutionnalisation du régime autoritaire franquiste constitue une réponse partielle aux phénomènes de violence politique.

— 1939-1975 : « L'oppression et les nouvelles réponses violentes ».

Le régime de Franco affiche clairement dans son idéologie la volonté politique de mettre fin à la violence politique endémique en Espagne. L'Etat franquiste s'appuie sur un système de répression juridictionnalisée sans précédent dans l'histoire politique de ce pays. Il est intéressant de noter que si ce régime connaît des évolutions du point de vue économique l'appareil répressif reste en l'état jusqu'en 1975. Cependant, dans les années soixante un nouveau type de violence politique voit le jour. Elle est portée alternativement par l'extrême gauche et le nationalisme périphérique renaissant. En effet, si le régime franquiste arrive à mettre définitivement fin à la guérilla rurale (*guerrilla rural*) antifranquiste héritée de la guerre civile, il doit faire face dans les années soixante à un retour de la violence politique à travers une forme nouvelle de terrorisme urbain²⁸. Cette nouvelle forme d'action violente devient de fait l'unique forme pratiquée lors de la période du *tardiofranquismo*. Ce phénomène du terrorisme lié au nationalisme basque est personnalisé à travers l'action de l'E.T.A. (*Euzkadi ta askatasuna*). Ce type de terrorisme urbain trouve sa source d'inspiration dans les modes d'action de l'extrême gauche d'inspiration marxiste tendance maoïste. C'est en réponse à ce type de violence que le régime franquiste instaure en 1963 le Tribunal de l'Ordre Public²⁹.

— 1975-1995 : « société démocratique et terrorisme »

Avec le changement de régime, on assiste progressivement à la disparition du terrorisme urbain lié à l'extrême gauche alors que celui qui est lié à la mouvance nationaliste s'affirme. En effet, les mouvement d'extrême gauche comme le FRAP (*Frente Revolucionario Antifascista y Patriota*) et le GRAPO (*Grupos Revolucionarios*

²⁸ Julio Arostegui insiste particulièrement sur l'apparition de cette nouvelle forme de violence politique, le terrorisme urbain, qui aujourd'hui est encore structurante pour comprendre l'approche générale de la violence en Espagne, cf., J. Arostegui, « La especificacion de lo generico : la violencia politica en perspectiva historica », (op.-cit., p. 38).

Antifascistas Primo de Octubre) voient leur objectif, la chute du régime franquiste, quasiment atteint avec l'ouverture du processus de transition à la démocratie³⁰. De plus, leur pratique du terrorisme urbain risquerait d'avoir pour effet pervers de remettre en question la logique même du changement en favorisant un retour de l'armée sur la scène politique. Ainsi, la lutte contre la répression fasciste cesse d'elle-même. Il en va différemment pour le Pays basque où l'ETA se lance dans une surenchère en matière de demande politique : autonomie *versus* indépendance. Dans cette perspective, la violence politique s'affirme essentiellement contre l'Etat espagnol. Elle se rapproche à bien des égards des formes de mobilisation politique que l'on retrouve dans certains pays qui connaissent des processus de modernisation politique particuliers³¹. Toutefois, il est nécessaire d'insister sur le fait que la période dite de « transition à la démocratie » (1975-1982) se caractérise par une euphémisation momentanée du recours à la violence politique. En effet, la plupart des travaux de recherche sur ce type de situation politique montre que des pratiques comme la négociation officielle mais surtout officieuse prennent le pas sur toutes les formes de violence. De ce point de vue là, l'analyse du cas espagnol montre qu'à l'exception notoire de la situation au Pays basque cette tendance est observable dans la réalité sociale.

Il ressort de cette mise en perspective socio-historique de la violence politique dans la société espagnole un certain nombre de points permettant d'éclairer notre questionnement sur la problématique de la violence urbaine. Tout d'abord, on peut souligner que violence politique en milieu urbain s'est développée de façon précoce, mais que les réponses qui lui ont été apportées au XX^{ème} siècle dépassent largement le cadre de la mise en oeuvre de simples politiques publiques comme se fut le cas dans certaines démocraties européennes (Grande-Bretagne ou encore France). En effet, c'est l'institutionnalisation de régimes politiques autoritaires, c'est à dire *un mode d'exercice du pouvoir* où domine la coercition et la répression, qui en résulte. Par ailleurs, la violence politique s'inscrit dans une logique de différenciation territoriale que le terrorisme de l'ETA ne fait que confirmer. De ce point de vue là, il est essentiel de comprendre que si le terrorisme urbain constitue une manifestation singulière de la

²⁹ M. Ballbé, *Orden publico y militarismo en la España constitucional (1812-1983)*, Madrid, Alianza, 1983.

³⁰ F. Reinales, « Democratización y terrorismo en el caso español », in J. F. Tezanos, R. Cotarelo, A. de Blas (eds.), *La transición democrática española*, Madrid, Sistema ed., 1989, pp. 611-644.

³¹ D. E. Apter, *Pour l'Etat, contre l'Etat*, Paris, Economica, 1988.

renaissance des nationalismes périphériques en Espagne, il n'en demeure pas moins une réalité fortement ancrée dans le devenir politique du territoire basque. Bien sur, s'il arrive que les activistes basques développent leurs pratiques (attentats, prise d'otage, assassinats etc.) sur l'ensemble du territoire espagnol, entraînant la mise en place de dispositif de répression particulier, c'est essentiellement sur le territoire historique du Pays basque que le terrorisme urbain est implanté. En effet, en Catalogne, en Galice et *a fortiori* en Extrémadure pour ne citer que ces communautés autonomes le terrorisme urbain n'est pas ancré dans une réalité sociale objective. Ceci, n'est pas sans effet quant à l'émergence de dispositif de gestion de la violence (préventif ou répressif). On assiste alors au développement d'un mode dual de gestion avec d'un côté l'Etat affirmant son rôle en matière de contrainte au niveau central mais aussi l'émergence d'outils spécifiques au niveau des communautés autonomes. Le développement au Pays de *l'Ertzantza*, police anti-émeute, en est l'exemple le plus significatif. Enfin, le dernier élément qui nous paraît important relève de la fin de la « trêve » imposée par la période de transition en matière violence urbaine portée par les mouvements politiques d'extrême gauche. Il semble qu'aujourd'hui que certaines formes de néo-fascisme voient le jour dans certains grands ensembles urbains. Ce phénomène est doublement problématique car il renvoie d'une part à une réalité socio-politique refoulée de l'extrême droite espagnole et d'autre part il traduit une montée de la xénophobie et du racisme pas toujours très bien assumée dans ce pays.

3. Les formes de la violence politique dans une configuration de consolidation démocratique.

Il existe en aujourd'hui en Espagne plusieurs formes de violence en milieu urbain. Ainsi, on peut distinguer certaines formes singulières, comme celle du terrorisme au Pays basque et celle développée par les bandes néo-fascistes de Skinheads (« *cabezas rapadas* ») dans les banlieues de Madrid ou de Barcelone, à une forme plus routinière de la délinquance urbaine liée aux petits délits (vol de voiture, trafic de drogue etc.). Il convient dès lors dans une perspective analytique d'opposer la richesse des travaux sociologiques que l'on trouve sur la question, des formes singulières de la violence en milieu urbain à la faiblesse voire l'inexistante de ceux qui traitent de la délinquance urbaine. En effet, les premiers relèvent d'un domaine où les controverses propres aux sciences sociales trouvent un terrain d'expression privilégié alors que les

secondes se limitent à l'analyse des statistiques policières. Il convient de préciser que la question de la délinquance urbaine est peu abordée par les spécialistes espagnols des sciences sociales. Domingo Comas Arnau attire notre attention la dessus en précisant qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de définition sociologique du problème³². Pour ce chercheur, cette carence s'explique en partie par des circonstances particulières et significatives. La plus importante est qu'il existe de très importantes données statistiques sur les délinquants et les présumés délinquants utilisées à des fins de contrôle social par l'appareil judiciaire. Cependant si ces données empiriques sont utilisées à des fins politiques, elle ne permettent pas de jeter les bases d'une sociologie de la délinquance en tant que processus social particulier. L'analyse de l'émergence de nouvelles formes de délit, des caractéristiques réelles du délit, de ses conséquences etc... n'a connu qu'un très faible développement lors de la transition vers la démocratie. Il existe donc un décalage frappant pour l'observateur étranger entre la faiblesse de ce qui relève de la délimitation sociologique de ce phénomène social (« *encuestas de victimizacion* ») et les très nombreuses données offertes par les statistiques judiciaires (« *estadísticas judiciales* »)³³. Ces données statistiques posent un réel problème pour l'analyse car la façon dont elles sont construites ne permet pas de jeter les bases de l'enquête selon les règles de la méthode sociologique. En effet, l'approche est « minimaliste » et « nominative ». Le délinquant est « saisi » par la statistique quant il entre en contact avec l'appareil judiciaire et/ou quand il est celui à qui on impute un délit. Cette perception est inscrite dans une vieille tradition historique propre à l'Espagne que les différents régimes autoritaires n'ont pas manqué de renforcer. Ce n'est que depuis le début des années quatre-vingt dix que l'on peut observer quelques changements progressifs en la matière. Les sciences sociales ont attiré l'attention sur le fait qu'il fallait prendre en compte la caractérisation de l'incidence sociale du délit. En s'intéressant plus au sens donné à la délinquance, le champs de la réflexion s'est élargi aux délits sur les personnes et contre la propriété. Si c'est dans ce cadre là que la question de la délinquance en milieu commence à se poser, il existe néanmoins d'autres domaines de recherche où la réflexion est beaucoup plus développée.

³² L'auteur montre que du point de vue de la recherche sociologique, il existe très peu de recherches empiriques sur ce thème et la majorité de la réflexion doit s'effectuer à partir d'une « carence manifeste de culture sociologique sur la délinquance en Espagne », cf., D. Comas Arnau, « Delincuencia e inseguridad ciudadana », in S. Giner (ed.), *España. Sociedad y política*, Madrid, Espasa-Calpe, 1990, pp. 611-632.

3.1. *Le terrorisme en Espagne : la construction de la particularité basque.*

Il est nécessaire de souligner en guise d'introduction à ce développement que les travaux sur la question du terrorisme en Espagne à travers le prisme des rapports violence et politique sont de bonne qualité³⁴. Dans le cadre de ces débats de nombreux chercheurs étrangers, notamment les anglo-saxons, sont mobilisés³⁵. La problématique du terrorisme en milieu urbain en tant que forme de violence politique est décliné sous tous ses aspects. Le premier point sur lequel il semble nécessaire de s'arrêter plus longuement est celui de la territorialisation des pratiques terroristes au Pays basque.

Dans le numéro thématique de la revue *Sistema* consacré au thème « violence et politique », la contribution de l'anthropologue de l'Université de Chicago, David D. Laitin, apporte une réponse convainquante³⁶. L'auteur construit sa réflexion autour du questionnement suivant : « Pourquoi certains mouvements nationalistes reposent sur des stratégies pacifiques alors que d'autres reposent sur la violence physique? ». Après avoir passé en revue toute la littérature macrosociologique sur le nationalisme (Gellner, Deutsh, Bendix, Hobsbawn, Anderson, Smith, etc ...), David Laitin propose sa propre lecture à partir d'une analyse comparée des différentes formulations de la violence nationaliste dans les sociétés modernes. Pour parvenir à cette fin, l'auteur présuppose un certain nombre de variables indépendantes comme, le capitalisme, les interruptions du processus de modernisation, le post-colonialisme, la pauvreté, la privation relative et le statut d'infériorité qui, au terme d'une application empirique, doivent produire des variables dépendantes. Son étude empirique de la violence politique en Catalogne et au Pays Basque pose comme variable indépendante le haut niveau de violence au sein du mouvement basque et le faible niveau de violence des catalans. L'auteur affiche aussi comme ambition d'intégrer la théorie des jeux à son analyse comparée. Tout d'abord, David Laitin rappelle les aléas du processus de construction étatique dans les régions basques et catalanes au XIXème siècle. Rappelant, les principaux apports de la sociologie historique sur la question (Linz, Diez Medrano), il leur reproche de

³³ *ibid.*, p. 614.

³⁴ Les sociologues espagnols les plus représentatifs de ce champ d'investigation sont Julio Arostegui et Fernando Reinares. (cf., notre bibliographie en fin de document).

³⁵ A notre avis le numéro spécial « Violencia y politica » de la revue de sciences sociales *Sistema* en constitue un modèle du genre, cf., *Sistema*, n°132-133 junio 1996, 304 p.

³⁶ D. D. Laitin, « Resurgimientos nacionalistas y violencia », *Sistema*, n°132-133, 1996, pp. 193-230.

privilégier des explications *a posteriori* qui laissent de côté la variable indépendante (le rôle des groupes sociaux dominants dans le mouvement nationaliste) et la variable dépendante (le degré de violence comme stratégie finalisée par l'imposition de leurs revendications politiques). Il réfute ainsi la capacité du courant macro-historique à expliquer les différents niveaux de violence dans les mouvements nationalistes³⁷. Pour Laitin, la démarche analytique la plus pertinente pour répondre à cette question est celle de l'anthropologie. Celle-ci permet d'appréhender la production et la reproduction culturelle et symbolique de la violence qui caractérise le Pays basque. Une telle perspective permet de montrer qu'à la fin du régime franquiste, il existe au Pays basque une « cause sociale » qui unit le Pays basque rural à l'ETA alors qu'en Catalogne se construit progressivement un « répertoire culturel » fondé sur la « rébellion héroïque ». Ce qui montre que le recours potentiel à la violence politique existe de façon égale en Catalogne et au Pays basque. Partant de ce constat novateur, David Laitin avance trois variables explicatives permettant de comprendre l'inclination ou non des mouvements nationalistes vers la violence politique.

— a/ les mouvements violents s'appuient sur « une structure rurale dense ». Pour l'auteur, la pratique de la violence repose sur des acteurs qui proviennent d'une strate sociale où la violence « est un répertoire culturel habituel ». L'action de guérilla nationaliste se développe plus aisément dans les sociétés rurales riches en groupes sociaux de référence.

— b/ pour expliquer la capacité attractive de la violence, l'auteur avance l'hypothèse selon laquelle, il s'agit d'un phénomène de « jeux inclinés » (Th. Schelling). Ce détour par la théorie du jeu lui permet d'analyser la dynamique du recrutement pour cause nationale. Pour interpréter le mécanisme d'inclination, il faut suivre la transformation du répertoire de langage des leaders nationalistes car ce sont les leaders qui optent ou non pour la tactique de la violence³⁸.

³⁷ David Laitin souligne aussi les limites des enquêtes d'opinion dans l'explication des formes de nationalismes. Tout en soulignant l'utilité de cette méthode pour éliminer les théories qui ont « bonne réputation pour expliquer les différences entre les répertoires stratégiques basques et catalans », il en souligne l'ambiguïté dans la mesure où l'analyse des attitudes et des valeurs constitue plus une réponse à des faits qu'une explication de ceux-ci, *ibid.*, p. 198.

³⁸ Dans cette perspective, il faut donc restituer le calcul politique qui permet de réaliser l'inversion d'un répertoire établi dans l'idiome dominant de la nation dans un répertoire constitué autour de la langue régionale. Celle-ci se fonde : a/ sur la compensation économique pour apprendre la langue régionale ; b/ le statut acquis et perdu dans la société régionale d'apprendre ou non la langue régionale ; et c/ les

— c/ il montre qu'il existe des mécanismes de maintien des conditions rendant potentielle la violence (ex : un succès aléatoire, la valeur des petites victoires retentissantes, la tyrannie des coûts implicites et la culture de la violence)³⁹.

L'application de ce modèle issu de la théorie des jeux permet de repenser « le renouveau nationaliste » basque et catalan. Le processus de différenciation de deux formes de régionalisme peut s'analyser autour de trois dimensions essentielles :

— « Le rôle de la structure sociale » :

Pratiquement toutes les interprétations anthropologiques montrent que la société basque se singularise par la présence de nombreux petits groupes sociaux à base rurale. Chaque village a son club de montagne (*mendigoitzale*) au sein duquel circule l'intrigue politique. Par ailleurs les jeunes se structurent en bandes (6 à 10 membres) qui sont porteuses de « répertoires d'activité ». Si dans sa première formulation, l'ETA se compose d'intellectuels urbains et d'universitaires, l'ouverture à l'action terroriste correspond au processus d'intégration de groupes structurés issus de la jeunesse basque. Lors de la transition l'ETA se voit dépassé par le PNV qui négocie avec l'État central. C'est le début du processus de marginalisation de la mouvance politique *Herri Batasuna* de l'ETA qui se traduit par la radicalisation des masses qui la soutiennent. Il en va différemment en Catalogne où c'est l'importance des relations existantes entre les groupes sociaux à base économique (les syndicats) qui compte. De plus l'organisation de la lutte contre le franquisme a permis une institutionnalisation clandestine de l'opposition au sein des syndicats et de l'Église. Ces organisations deviennent, lors de la transition, les piliers sur lesquels se constituent le jeu démocratique et la revendication nationaliste. Par ailleurs, la reconversion du caciquisme local catalan au sein de partis comme la CiU empêche la formation de groupes sociaux locaux susceptibles de recourir à la violence politique. L'évidence anthropologique montre que les conditions sociales pour la formation d'une structure de type commando pratiquant le terrorisme urbain est improbable en Catalogne.

changements qui surviennent entre *a* et *b* et qui sont basés sur le pourcentage de citoyens de la région convertis (inversion) à la langue régionale comme idiome de la future « nation », *ibid.*, p. 199.

³⁹ Pour que celle-ci se maintienne, elle doit réunir trois facteurs : 1/ la population régionale perçoit la victoire tactique ; 2/ si les coûts d'abandonner l'action terroriste sont élevés ; 3/ si la culture de la violence s'institutionnalise, *ibid.*, p. 200.

— « Le phénomène d'inclination ».

La sociologie historique a identifié comme hégémonique l'élite nationaliste catalane et comme divisée celle des Basques⁴⁰. Seulement quels sont les mécanismes qui transforment la division des élites en violence et l'unité des élites en négociation ? La théorie des jeux inclinés apporte un début d'explication. Si au Pays Basque, les nationalistes radicaux de la première époque ont gagné un certain crédit auprès de la population locale autour de la question de « *l'abertzale* » (perspective de libération nationale), il n'en demeure pas moins que la majorité des Basques trouvent un coût trop élevé « à la rupture des amarres avec le reste de l'Espagne ». Par ailleurs, l'investissement dans l'apprentissage de la langue basque s'avère problématique alors qu'en Catalogne la maîtrise de l'idiome régional s'impose comme légitime pour les différentes strates de la société. Dès lors, les basques radicaux s'enferment dans une situation difficile pour essayer « d'incliner » leur région vers une culture essentiellement basque. C'est dans ce contexte que se développe le recours à la violence.

— « Les mécanismes de maintien du recours potentiel à la violence politique »:

L'ETA créé depuis 1959 se pose comme une organisation d'opposition au régime autoritaire plus efficace que le PNV. Bénéficiant de la dynamique de la « spirale action-répression-action » imposée par Franco. L'utilisation de la violence s'impose progressivement comme un mode d'expression politique légitime face à la répression de l'État.

En concluant son travail, David Laitin admet que les « cultures de la violence » ne sont pas immuables et qu'elles ne constituent pas non plus le monopole d'un groupe social donné⁴¹. En effet, les catalans qui ont été de violents anarchistes au début du XX^e siècle sont devenus les régionalistes pacifiques de cette fin de siècle. Par contre, au Pays Basque, la combinaison entre une certaine forme d'organisation sociale et le succès aléatoire de « certaines tactiques politiques » (enlèvement, guérilla urbaine) peut

⁴⁰ En effet, à la différence du Pays basque, la Catalogne a un gouvernement en exil qui fonctionne sous la présidence de Tarradellas, et qui devient un symbole pour beaucoup de catalans. Cette dimension s'accroît lors de la transition avec les négociations directes qui s'établissent avec le président de la Généralité de retour d'exil et Adolfo Suarez. Pour les régionalistes basques les divisions apparues sous la II^e République se trouvent exacerber par la lutte politique entre HB et le PNV lors du changement de régime. *ibid.*, p. 201.

⁴¹ D. D. Laitin, « Resurgimientos nacionalistas y violencia », (op.cit., pp. 229-230).

entraîner la genèse d'un style de vie au sein duquel les terroristes passent pour des héros alors que les citoyens sont immunisés contre la violence. Ainsi, l'apport de cet « anthropologue-rationalisateur » à travers sont attrait pour la théorie des jeux paraît être de première importance pour l'interprétation de ce type de phénomène. Bien entendu, il serait aisé de critiquer certains points de son hypothèse comme le réification culturaliste ou encore les limites de la logique de rationalisation des choix. On s'économisera ce détour pour plutôt souligner la dimension la plus stimulante de son travail. Du point de vue analytique, elle réside dans la dualité de son « outillage théorique » lui permettant de neutraliser les effets du culturalisme et du choix rationnel. D'un point de vue pratique son travail explique de façon originale la différenciation territoriale de la violence terroriste liée au nationalisme. Enfin, on peut s'interroger pour savoir si ce type de démarche ne mériterait pas d'être développée en France pour mieux cerner les particularités des violences urbaines?

Le choix de présenter aussi longuement la recherche de D. Laitin nous conduit à réduire la présentation des travaux de sciences sociales sur la violence et le terrorisme en Espagne. Les deux termes sont extrêmement liés. La violence politique constitue quelque part le cadre théorique faisant l'objet de débats et de controverses théoriques⁴². La violence ou du moins ses effets politiques sont devenus quelque chose que l'on mesure surtout au Pays basque à partir des enquêtes d'opinion publique⁴³. D'autres chercheurs insistent sur le fait que la violence au Pays basque est devenu un phénomène quasiment ritualisé où tout se passe comme une véritable « mise en scène ritualisée » lorsque les jeunes basques s'opposent aux forces de police⁴⁴. Dans cette perspective, la jeunesse basque semble faire l'objet d'une attention particulière car elle constitue tout à la fois le creuset humain où les acteurs de la violence politique sont recrutés, mais elle est aussi un groupe social qui subit directement les conséquences⁴⁵. Les travaux sur le terrorisme complètent ce champ d'investigation en insistant sur le fait que cette pratique constitue en quelque sorte la forme la plus aboutie de la violence politique en Espagne.

⁴² Si dans leur grande majorité les travaux mobilisés soulignent l'hétérogénéité des formes historiques et sociologiques de la violence en Espagne, ils s'accordent aussi sur le fait qu'elle constitue un phénomène politique particulier, cf., J. Arostegui (ed.), *Violencia y politica en España*, Madrid, Marcial Pons, 1994.

⁴³ Le politologue Francisco J. Llera dans son ouvrage sur les basques et la politique consacre un chapitre à cette question. Il montre comment l'opinion publique s'impose progressivement comme un acteur entre la politique et les rituels collectifs propres à la violence terroriste, cf., F. J. Llera, *Los vascos y la politica*, (op.-cit., p. 97).

⁴⁴ J. Zulaika, *Violencia vasca. Metáfora y sacramento*, Madrid, Nerea, 1988.

La définition avancée par Fernando Reinares est explicite de ce point de vue : « Le terrorisme peut se définir, dans une perspective sociologique, comme une forme d'action collective caractérisée par le recours systématique et exclusif à la violence armée, potentielle ou effective, imputable à des organisations clandestines à dimension réduite, dont l'intention est d'affecter le système politique, au niveau national ou international »⁴⁶. Les spécialistes de la question soulignent que le terrorisme originel qui se développe lors du *tardio franquismo* s'est profondément modifié. En effet, en même temps que l'on passait d'un terrorisme contre le régime politique franquiste à un terrorisme contre la forme actuelle de l'Etat on est passé d'un terrorisme pluriel (substrat social et territorial) au terrorisme moniste des basques. Avec la consolidation de la démocratie, on assiste à la mise en place d'une véritable politique antiterroriste autour de la constitution de corps de police spéciaux. A cette fin sont créés : le commandement unique pour la lutte anti-terroriste (MULC); le groupe spécial des opérations (GEO) au sein de la police nationale et les unités anti-terroristes rurales (UAR) au sein de la garde civile⁴⁷. De même, les compétences de la police autonome, la *ertzanta*, se trouve renforcées. Par ailleurs des dispositifs de réinsertion sociale des terroristes qui laissent les armes sont mis en place. Les succès de cette politique durant la dernière décennie sont assez probant même si ETA militaire continue son action en alternant les périodes de trêve et de lutte. Toutefois, le registre du terrorisme politique semble s'être modifié au Pays basque durant cette période avec la systématisation du recours à la violence de rue (*kale borroka*) entendu comme pratique alternative à l'affaiblissement de la politique de lutte armée de l'ETA⁴⁸. Enfin, de récente enquête socio-démographique sur le profil social des nouveaux intégrants de l'ETA montre que les adolescents qui l'intègrent sont issus de l'immigration interne au Pays basque⁴⁹. Pour certains sociologues ce déplacement traduit une « banalisation de l'Etat » qui

⁴⁵ J. Elzo, « Manifestaciones de la violencia en Euskadi », *HARLAX*, n°16-17 1996, pp. 197-209.

⁴⁶ F. Reinares, « Socioénesis y evolucion del terrorismo en España », (op.-cit., p. 353).

⁴⁷ *ibid.*, p. 389.

⁴⁸ La stratégie de la « *kale borroka* » obéit à deux logiques complémentaires : la première vise à introduire dans la société basque un potentiel de destabilisation à partir d'action insurrectionnelle et crée un sentiment d'instabilité politique et d'affrontement social ouvert ; la seconde a pour objectif de compenser l'affaiblissement des bandes armées dans certaines provinces, cf., J. de la Morena Bustillo, « El fenómeno terrorista y su incidencia en España », *Estudios de Ciencia Policial*, n°43 julio-agosto 1998, p. 48.

⁴⁹ L'étude montre que les territoires telle que les provinces rurales de Guipuzcoa et Viscaya historiquement creuset de l'ETA décline au profit de la Navarre. Il souligne aussi l'urbanisation et la métropolisation du recrutement des jeunes militants, cf., F. Reinares Nestares, « Rasgos sociodemograficos de los integrantes de ETA », *Estudios de Ciencia Policial*, n°43 julio-agosto 1998, pp. 103-116.

aujourd'hui serait porteuse d'une « violence anémique ou urbaine qui est observable dans les majeures parties des pays européens sous des traits idéologiques différents⁵⁰. Ainsi, cette nouvelle forme de radicalisme se rapprocherait du développement de « mouvements totalitaires néo-nazis » que l'on rencontre à l'heure actuelle en Europe occidentale.

3.2. *Le retour du refoulé : la violence urbaine des « cabezas rapadas ».*

Comme nous l'avons déjà précisé la période de transition à la démocratie constitue un moment particulier de l'histoire de la société espagnole où le politique s'est évertué à donner une image respectable de l'Espagne que l'héritage franquiste pouvait brouiller. Cependant, depuis la fin des années quatre-vingt autour des groupes de supporters de football des grands clubs madrilènes et barcelonais (les *ultras*) s'est développé un substrat social à partir duquel s'est construite la violence en milieu urbain⁵¹. Si dans un premier temps la violence se manifeste à l'occasion de confrontation sportive entre ces différents clubs, elle s'étend rapidement à une lutte plus générale contre les étrangers. La xénophobie et les actes de violence raciste qui y sont liés apparaissent de façon émergente avec l'assassinat dans la banlieue de Madrid en 1992, de la jeune dominicaine Lucrecia Pérez (sud-américaine). Comme le souligne justement à ce propos Hubert Peres, la violence propagée par les *cabezas rapadas* est dans un premier temps assimilée à celle qui affecte l'Europe développée en général et prouve même en quelque sorte l'europanisation de l'Espagne⁵². Il est nécessaire de souligner ici le décalage entre le développement concret d'une violence urbaine à l'encontre des immigrés et sa reconnaissance en tant que terrain d'investigation sociologique légitime. En effet, reconnaître socialement l'existence et les pratiques des groupuscules propageant une idéologie d'extrême droite ramène « symboliquement à la surface à la fois le syndrome d'une Espagne refoulée, contre laquelle l'Espagne démocratique s'édifie, ..., alors que plus que d'autres en raison de son passé elle devrait

⁵⁰ *ibid.*, p. 116.

⁵¹ T. Adan Revilla, *Ultras y Skinheads : Imágenes, estilos y conflictos de las subculturas juveniles en España*, Madrid, Nobel ed., 1996.

⁵² Ce politologue souligne le fait que la presse essaye de présenter ce phénomène comme le résultat d'une part maudite de l'europanisation car « il est insupportable qu'elle renvoie l'Espagne aux démons de son histoire », cf., H. Peres, « L'Europe commence à Gibraltar. Le dilemme espagnol face à l'immigration », *Pôle Sud*, n°11 novembre 1999, p. 12.

y échapper »⁵³. Toutefois, nonobstant, les dispositifs policiers qui ont été mis en place pour contenir cette forme de violence urbaine dans l'enceinte même des stades de football et dans leurs alentours, la recherche commence à aborder frontalement cette question. Ainsi, il ressort des premières analyses sociologiques portant sur les groupes de *skins heads* une typologie des nouveaux radicalismes violents (*nuevos radicalismos violentos*) : les traditionalistes (catholiques intégristes proches du mouvement du « 18 juillet »), les Phalangistes (héritiers du mouvement franquiste), les nationalistes et les néo-nazis national révolutionnaire⁵⁴. Ces groupes reprennent à leur compte la thématique de l'unité de l'Espagne, la défense de la souveraineté nationale et la question de l'immigration. Par ailleurs, c'est au sein des grandes métropoles que ces groupes de jeunes organisés selon le mode de la tribu urbaine pratique la violence. Celle-ci est essentiellement orientée à l'encontre des maghrébins, notamment des marocains. A travers leurs exactions xénophobes et racistes, ces néo-fascistes cherchent à capter l'attention des médias. On retrouve ici un des objectifs des groupes sociaux porteurs de la violence urbaine en France. Dans une même perspective, on peut noter que la mise en place progressive d'une police de proximité en Espagne est perçue comme un moyen de prévention et aussi une réponse au développement de cette forme de violence en milieu urbain⁵⁵.

Conclusion

En bref, il convient de rappeler que la problématique de la violence urbaine à la française commence à apparaître dans la « littérature policière ». Toutefois encore moins qu'en France elle n'a fait actuellement l'objet d'aucun travail de définition sociologique conséquent. Toutefois, la transformation actuelle des formes de violence politique traditionnelle à l'Espagne comme le terrorisme basque ou encore l'apparition récente du phénomène des « *cabezas rapadas* » tend à montrer les indices d'un processus d'eupéanisation des pratiques et des modalités d'expression de la violence en milieu urbain. En effet, qu'il s'agisse des jeunes basques pratiquant la « *kale*

⁵³ *ibid.*, p. 12.

⁵⁴ A. Camaras Arias, « Nuevos radicalismos violentos », *Estudios de Ciencia Policial*, n° 43 julio-agosto 1998, pp. 57-68.

⁵⁵ Ph. Maffre, *Appareil policier et police de proximité. L'exemple de l'Espagne*, Paris, IHESI (rapport), 1999.

borroka » ou encore les bandes de *skinheads* intentant des actions xénophobes, c'est essentiellement en milieu urbain et principalement dans les métropoles comme Bilbao, Barcelone ou encore Madrid, que se développe le phénomène. Afin de mieux saisir ces phénomènes complexes bien souvent à la frontière de la lutte sociale et politique, il paraît aujourd'hui nécessaire de mobiliser tous les outils des sciences sociales. Ici, et peut être bien plus qu'ailleurs les analyse de science politique mais aussi l'anthropologie doivent se compléter afin que les politiques qui sont formulées par les pouvoirs en la matière soient plus opérationnelle. Enfin, un réel effort en matière d'analyse comparée de ce type de phénomène doit être envisager dans une optique européenne. Dans cette perspective, la différenciation territoriale des phénomènes de violence en Espagne, mais aussi les modes gestion qu'elle impose peuvent être source d'enseignement pour les pouvoirs publics français qui refusent la réalité sociologique plurielle de la violence urbaine. De même, il semble que le traitement par l'élargissement des formes de la citoyenneté politique pose aussi des problèmes de nature inversée dans les deux pays concernés. En effet, à l'heure actuelle, la violence urbaine qui se développe actuellement en Espagne est portée par des groupuscules d'extrême droite, parfois relayés par des populations locales, contre les communautés issues de l'immigration maghrébine, alors qu'en France s'est bien souvent dans ces populations en mal d'intégration sociale et politique que le phénomène se développe.

BIBLIOGRAPHIE

VIOLENCE(S) URBAINE(S) EN ESPAGNE

AAVV* , "Respuestas de la Secretaría General Técnica a diversas consultas", *Revista de Documentación*, Ministerio del Interior, Secretaría Técnica, n° 2, enero-abril, 1993, pp. 71-81.

AAVV, "Circulares de la Subsecretaría y de Gobiernos Civiles", *Revista de Documentación*, Ministerio del Interior, Secretaría Técnica, n° 2, enero-abril, 1993, pp. 83-95.

AAVV, "Información estadística", *Revista de Documentación*, Ministerio del Interior, Secretaría Técnica, n° 2, enero-abril, 1993, pp. 97-111.

AAVV, "Respuestas a una encuesta de PREVENCIÓN. Seis ayuntamientos opinan sobre las causas y los instrumentos para combatir la delincuencia urbana", *PREVENCIÓN*, Quaderns d'estudis i documentació, Ajuntament de Barcelona, n°6, setembre, 1991, pp.41-44.

AAVV, "Goleada a la violencia", *Policía*, n° 79, mayo, 1992, pp. 8-12.

AAVV, "La violencia y el fenómeno cabezas rapadas", *Policía*, n° 103, marzo, 1995, pp.5-8.

ADAN REVILLA Teresa, *Ultras y skinheads : la juventud visible. Imágenes, estilos y conflictos de las subculturas juveniles en España*, Ediciones Nobel, 1996.

APTER D. E., *Pour l'Etat, contre l'Etat*, Paris, Economica, 1988

AROSTEGUI Julio (ed.), *Violencia y política en España*, Madrid, Marcial Pons, Ayer, 1994.

AROSTEGUI Julio, «La especificación de lo genérico : la violencia política en perspectiva histórica », *SISTEMA*, n°132-133 junio 1996, pp. 9-40.

ARANZADI Juan, "Violencia étnica y etnicidad", in. AROSTEGUI Julio (ed.), *Violencia y política en España*, Madrid, Marcial Pons, Ayer, 1994, pp. 189-209.

ANTON LOPEZ Julio de, "Los cabezas rapadas", *Policía*, n° 79, mayo, 1992, pp.17-22.

* AAVV se traduit par collectif d'auteurs.

- BACHMAN CH., LE GUENNEC N., *Violences urbaines*, Paris, Albin Michel, 1997.
- BALLBE M., *Orden publico y militarismo en la España constitutional (1812-1983)*, Madrid, Alianza, 1983.
- BODY-GENDROT Sophie, « Violence urbaine : recherche de sens (France et U.S.A.) », *Lignes*, n° 25 mai 1995, pp. 70-96.
- BUI TRONG L. « Les violences urbaines à l'échelle des renseignements généraux. Un Etat des lieux », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n°33 1998, pp. 215-224.
- CAMARA ARIAS Antonio, "Nuevos radicalismos violentos", *CIENCIA POLICIAL, Estudios*, Dirección General de la Policía, n° 43, julio-agosto, 1998, pp. 57-68.
- COMAS ARNUA D., « Delincuencia e inseguridad ciudadana », in S. Giner (ed.), *España. Sociedad y politica*, Madrid, Espasa-calpe, 1990, pp. 611-632.
- CHAMPAGNE Patrick, « La construction mediatique des malaises sociaux », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n°90 décembre 1991, pp. 64-75.
- CANTERO Salvador, "Segismundo Crespo. Delegado del gobierno en Madrid", *Policía*, n° 79, mayo, 1992, pp. 13-16.
- COMAS ARNAU Domingo, « Delincuencia e inseguridad ciudadana », in S. GINER, *España. Sociedad y Politica*, Madrid, Espasa-Calpe, 1990, pp. 613-633.
- DELGADO AGUADO Julián, GUARDIA MADUELL Jaume, *Seguridad ciudadana y función policial*, 1994 (sommaire + biblio).
- ELZO Javier, "Manifestaciones de la violencia en Euskadi", *HARLAX*, n° 16-17, 1996, pp. 197-209.
- GENIEYS W., « Les élites périphériques espagnoles face au changement de régime », *Revue française de science politique*, vol. 46, n°4 août 1996, pp. 650-680
- GENIEYS William, *Les élites espagnoles face à l'Etat. Changement de régimes politiques et dynamiques centre-périphéries*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- GREMY Jean-Paul, *Les violences urbaines*, Paris, IHESI (Etudes et recherches), 1996.
- HERRERO HERRERO César, "Seguridad ciudadana y derecho de información", *Revista de Documentación*, Ministerio del Interior, Secretaría Técnica, n° 2, enero-abril, 1993, pp. 51-67.
- JAIME-JIMENEZ Oscar, "Policía y terrorismo en España (1976-1996)", *CIENCIA POLICIAL, Estudios*, Dirección General de la Policía, n° 43, julio-agosto, 1998, pp. 85-102.
- LAITIN David D., « Resurgimientos nacionalistas y violencia », *SISTEMA*, n°132-133 junio 1996, pp. 193-230.

LLERA Francisco J., *Los vascos y la politica*, Bilbao, Universidad del Pais vasco, 1994.

MORENA BUSTILLO Jesus de la, "El fenómeno terrorista y su incidencia en España", *CIENCIA POLICIAL, Estudios*, Dirección General de la Policía, nº 43, julio-agosto, 1998, pp. 41-55.

NUNEZ FLORENCIO R., *El terrorismo anarquista (1888-1909)*, Madrid, Siglo XXI, 1986.

PERES Hubert, « L'Europe commence à Gibraltar : le dilemme espagnol face à la découverte de l'immigration », *Pôle Sud*, nº11 novembre 1999, pp. 8-23.

PÉREZ ARÉVALO José, "La prevención general del delito y de la violencia urbana", *CIENCIA POLICIAL, Estudios*, Dirección General de la Policía, nº 38, septiembre-octubre, 1998, pp. 41-50.

PIRIS PERPÉN José, "La prevención del delito y la seguridad ciudadana", *CIENCIA POLICIAL, Estudios*, Dirección General de la Policía, nº 38, septiembre-octubre, 1998, pp. 51-74.

POLE SUD, « Enjeux migratoires en Europe du Sud », nº11 novembre 1999, (128 p.)

REINARES NESTARES F., « Democratización y terrorismo en el caso español », in J. F. Tezanos, R. Cotarelo, A. de Blas (eds.), *La transición democrática española*, Madrid, Sistema ed., 1989, pp. 611-644.

REINARES NESTARES Fernando, « Sociogénesis y evolución del terrorismo en España », in S. GINER, *España. Sociedad y Política*, Madrid, Espasa-Calpe, 1990, pp. 353-396.

REINARES NESTARES Fernando, "Rasgos sociodemográficos de los integrantes de ETA", *CIENCIA POLICIAL, Estudios*, Dirección General de la Policía, nº 43, julio-agosto, 1998, pp. 103-116.

SCHNAPPER Dominique, *La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*, Paris, PUF, 1999.

SISTEMA, « Violencia y política », nº132-133 junio 1996, (292 p.)

UCELAY-DA CAL Enric, "Violencia simbólica y temática militarista en el nacionalismo catalán", in. AROSTEGUI Julio (ed.), *Violencia y política en España*, Madrid, Marcial Pons, Ayer, 1994, pp. 237-264.

TORRES Joan, "La seguridad en Barcelona : balance y perspectivas", *PREVENCIÓN, Quaderns d'estudis i documentació*, Ajuntament de Barcelona, nº6, setembre, 1991, pp. 5-12.

TROPEA Fabio, "De *Visca el Barça* a *dale al guarro* : la máscara agresiva de l'*Skin Barceloni*", *Papers d'Estudis i Formació*, nº 12, desembre, 1993, pp. 29-50.

WIEVIORKA Michel, "Militantes del PNV analizan la lucha armada", *in*. AROSTEGUI Julio (ed.), *Violencia y política en España*, Madrid, Marcial Pons, Ayer, 1994, pp. 211-235.

ZULAIKA Joseba, *Violencia vasca. Metáfora y sacramento*, Madrid, NEREA, 1988.

Gabinete Técnico : Sección de estadística criminal, *Estadística de criminalidad. Año 1991*, Ministerio del Interior, Dirección de la Policía, Comisaría General de Policía Judicial.

Secretaría Técnica : Sección de estadística criminal, *Estadística de criminalidad. Año 1996*, Ministerio del Interior, Dirección de la Policía, Comisaría General de Policía Judicial.

http://memebers.tripod.com/Daniel_E_Cantoni, "La prevención de la violencia Urbana en el mundo", 1999, 15 p.

http://memebers.tripod.com/Daniel_E_Cantoni, "Comunidad y prevención. Aportes al Programa Nacional de Prevención del Delito y la Violencia Urbana", ", 1999, 14 p.